

## 1 - Actualité nationale et internationale

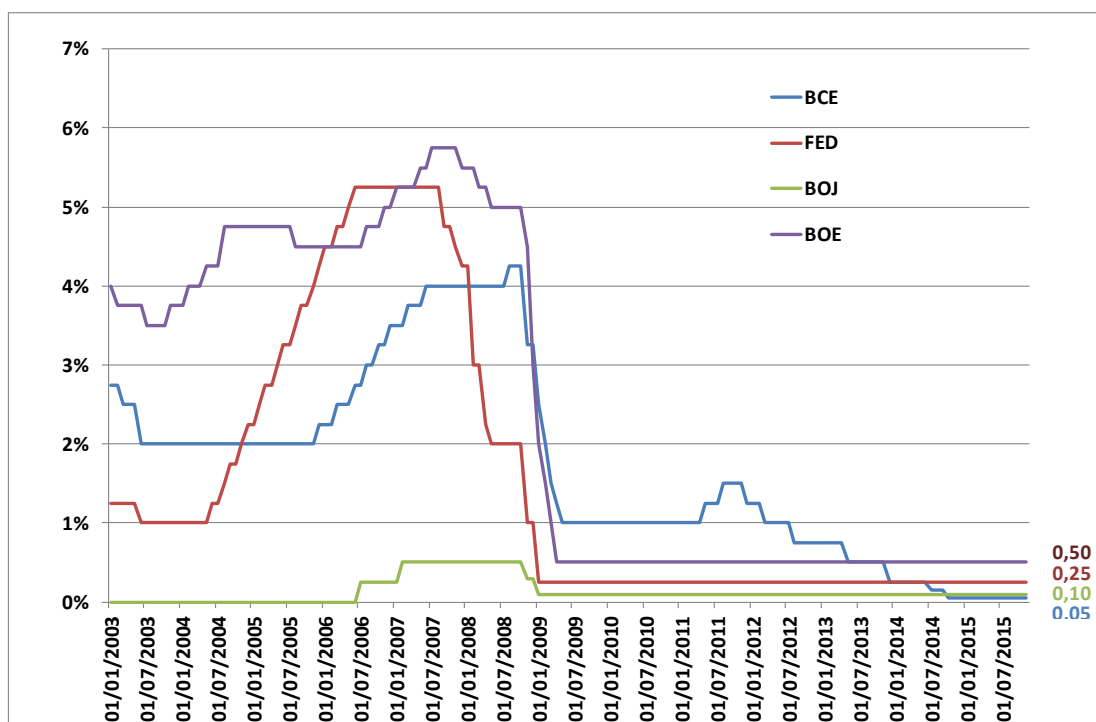
### Climat des affaires en France au dernier trimestre 2015 : un léger mieux

La dernière enquête mensuelle de conjoncture publiée par la Banque de France prévoit une croissance de 0,4% de l'économie française au quatrième trimestre 2015. Cette prévision est en ligne avec les dernières estimations de conjoncture publiées par l'INSEE et avec le dernier consensus des économistes interrogés par Reuters. L'enquête fait apparaître une hausse d'un point du climat des affaires dans trois secteurs étudiés : 98 pour les services, qui se situe à son plus haut niveau depuis juillet 2011, 96 pour le bâtiment, et 99 pour l'industrie. Pour ce dernier secteur, les chefs d'entreprise interrogés ont fait état d'une accélération de la production le mois dernier, et même d'un rebond particulier observé dans l'automobile et la chimie. Dans les services, l'activité continue d'augmenter à un rythme soutenu. Quant au bâtiment, le secteur a vu son activité progresser très légèrement grâce au second œuvre. Les chefs d'entreprise du secteur indiquent que leurs carnets de commandes se garnissent un peu et attendent une activité un peu plus dynamique en novembre.

Pour consulter l'enquête complète :

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conjoncture-industrie-services-et-batiment.html>

Taux directeurs des principales banques centrales



## Chômage

### France : diminution sur un mois

Fin septembre 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 547 800. Il diminue de 0,7 % sur un mois (soit -23 800 personnes) et augmente de 3,1 % sur un an.

### Europe : la baisse continue

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,8 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,9 % enregistré en août 2015 et à celui de 11,5 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,4 % enregistré en août 2015 et à celui de 10,1 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en septembre 2015, 22,631 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,323 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 147 000 dans l'UE28 et de 131 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2014, le chômage a baissé de 1,832 million de personnes dans l'UE28 et de 1,194 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en septembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,8 %) à Malte (5,1 %) ainsi qu'au Royaume-Uni (5,3 % en juillet 2015), et les plus élevés en Grèce (25,0 % en juillet 2015) et en Espagne (21,6 %).

## Inflation

### France : légère hausse de l'IPC

En octobre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % après -0,4 % au cours du mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il croît également de 0,1 %. Sur un an, les prix à la consommation sont en légère hausse (+0,1 %) après deux mois consécutifs de stabilité.

### Hausse de l'inflation dans la zone euro en octobre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en octobre 2015, en hausse par rapport au mois de septembre où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,5 %, comparé à 1,4 % en septembre), suivis par les services (1,3 %, comparé à 1,2 % en septembre), les biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,3 % en septembre) et l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,9 % en septembre).

## Banque de France

### Rue de la Banque N° 13 : Comment la politique budgétaire affecte le niveau des prix : les enseignements d'un passé pas si lointain

Ces dix dernières années ont été marquées par une accumulation massive de dette publique dans un certain nombre de pays développés. Ce phénomène soulève des interrogations sur la soutenabilité des finances publiques et les risques de monétisation de la dette. À partir de l'exemple de la Grande-Bretagne durant les guerres napoléoniennes, l'auteur montre comment, dans des circonstances exceptionnelles, les anticipations relatives à la soutenabilité des finances publiques peuvent affecter le niveau des prix.

[https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf)

## Actualité législative

Arrêté du 21 octobre 2015 portant nomination au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) :

[http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila11v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000031362523&oldAction=rechJO&idJO=JORFCONT000031360925](http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila11v_2?cidTexte=JORFTEXT000031362523&oldAction=rechJO&idJO=JORFCONT000031360925)

Décret n° 2015-1362 du 27 octobre 2015 rendant applicables dans le Pacifique diverses dispositions en matière bancaire :

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila09v\\_3?cidTexte=JORFTEXT000031393392&idJO=JORFCONT000031393266](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila09v_3?cidTexte=JORFTEXT000031393392&idJO=JORFCONT000031393266)

## 2 – Brèves économiques locales

---

### Finances publiques : Orientations budgétaires pour 2016

Dans son discours du 29 octobre, le Président du Pays Édouard Fritch a présenté les grandes orientations budgétaires pour 2016, parmi lesquelles la maîtrise budgétaire, le maintien de la pause fiscale et un soutien accru au domaine du logement. Ces orientations budgétaires seront prochainement soumises à l'examen de l'Assemblée de la Polynésie française. Par ailleurs, Standard & Poor's a confirmé la note de référence à long terme BB+ attribuée à la Polynésie française. L'agence de notation considère le cadre institutionnel polynésien « évolutif mais équilibré », l'endettement « modéré » et la flexibilité budgétaire « moyenne ».

### Ressources minières : Compétences du Pays en matière d'exploration et d'exploitation des terres rares

En réponse aux interrogations des élus du Pays, la Ministre des Outre-mer, Georges Pau Langevin, précise la répartition des compétences entre l'État et le Pays concernant l'exploration et l'exploitation des ressources minières subaquatiques : l'État a compétence sur les « matières premières stratégiques [...] à l'exception des hydrocarbures liquides et gazeux », en particulier les minerais utiles à l'énergie atomique. Par opposition, les terres rares et les nodules polymétalliques relèvent donc de la compétence de la Polynésie française. La Ministre précise que pour ces ressources, « l'État reste prêt à accompagner le Pays dans les différentes étapes à franchir avant la mise en place d'une filière industrielle viable ».

### Transition énergétique : Un plan à l'horizon 2030

Un plan de transition énergétique de la Polynésie française à horizon 2030, qui met l'accent sur l'utilisation des énergies renouvelables et la sensibilisation aux économies d'énergie, a été présenté en novembre par le vice-président et ministre des énergies Nuihau Laurey. Parmi les quarante-cinq mesures présentées, certaines proposent la restructuration du secteur de l'électricité, notamment en positionnant la société d'économie mixte TEP en tant qu'« acteur central et neutre de la régulation électrique ». Une convention entre la Polynésie française et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) dotée de 1,5 milliard de F CFP pour les cinq prochaines années permettra d'accompagner cette transition en finançant des études de faisabilité, de la formation, de la sensibilisation et un soutien technique aux projets d'investissements.

### PME : Le Ministère des Outre-mer reçoit les antennes polynésiennes et calédoniennes de la CGPME

La quatrième rencontre économique du Pacifique Sud s'est tenue lundi 23 novembre au Ministère des Outre-mer à Paris, réunissant des membres de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, mais aussi le ministre polynésien de l'Économie, la députée de Polynésie française et le directeur général de la Société de Financement du Développement de la Polynésie française (Sofidep). Les participants ont échangé au sujet de l'arrivée de la Banque publique d'investissements (BPI) en Polynésie française, et d'un projet de prêt à taux bonifié de l'AFD pour développer l'investissement en installation solaire des entreprises.

### Défiscalisation : Prorogation du dispositif en vigueur dans les Collectivités d'Outre-mer

Le dispositif de défiscalisation en vigueur dans les Collectivités d'Outre-mer, qui arrivait à échéance fin 2017, a été prorogé jusqu'à 2025 par l'Assemblée Nationale. En 2014, treize projets intéressants la Polynésie française et représentant un montant global d'investissement de 5,3 milliards de F CFP ont été soumis à l'agrément du Ministère des Finances à Bercy et transmis pour avis au Haut-commissaire.

### Transport aérien : Suspension de la loi sur les transports interinsulaires

L'application de la loi relative aux transports interinsulaires, adoptée en septembre par l'Assemblée de la Polynésie française, est suspendue : les armateurs ont adressé un recours auprès du Conseil d'État contre cette loi qui leur impose la desserte de certaines îles au titre d'obligation de service public.

### Immobilier : Appel à projet pour deux ensembles immobiliers inexploités à Tahiti et Moorea

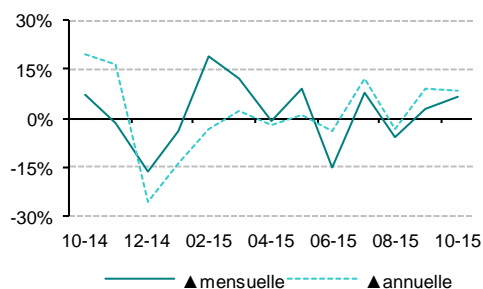
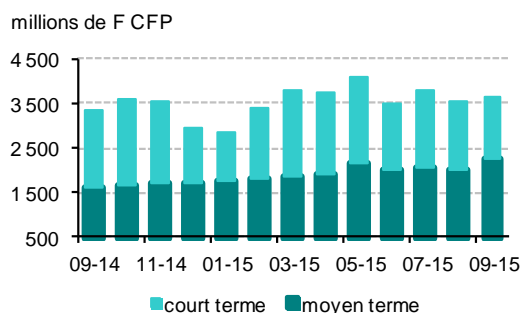
Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD), établissement public chargé de la rénovation et de la mise en valeur du patrimoine immobilier de la Polynésie française, a publié un appel à projets pour l'exploitation ou l'acquisition de deux ensembles immobiliers à Tahiti (ancien hôtel Royal Papeete) et à Moorea (ancien hôtel Cook's Bay) par des investisseurs privés locaux. Ces deux ensembles, rachetés par TNAD en 2009, sont restés inexploités et pourraient nécessiter d'importants travaux de dépollution et de désamiantage.

## 3 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

#### Hausse du refinancement à moyen terme

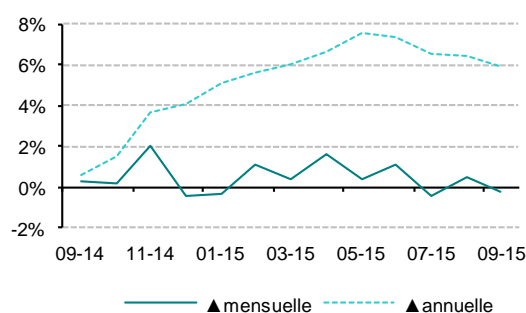
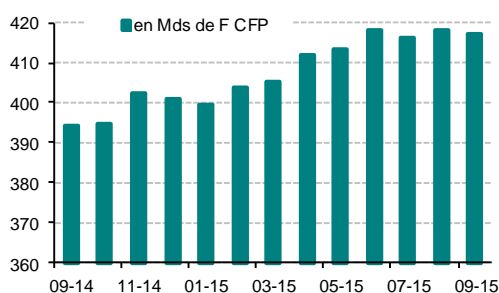
en millions de F CFP	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 919	1 385	1 605	15,9%	-16,4%
Utilisations à moyen terme	1 656	2 249	2 267	0,8%	36,9%
<b>Refinancement total</b>	<b>3 575</b>	<b>3 634</b>	<b>3 872</b>	<b>6,6%</b>	<b>8,3%</b>



### Masse monétaire

#### Progression de la masse monétaire

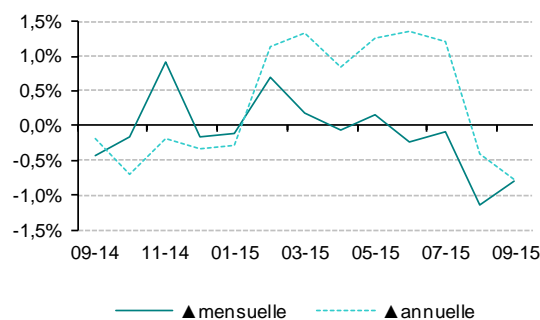
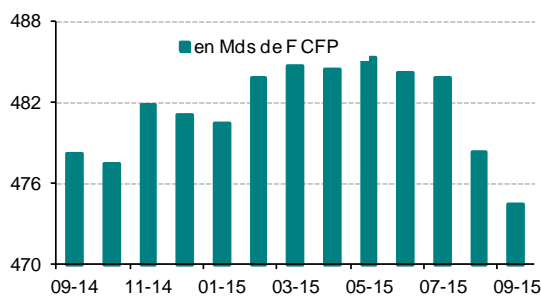
en millions de F CFP	sept-14	août-15	sept-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 011	13 739	13 508	-1,7%	12,5%
Dépôts à vue	152 746	170 381	167 061	-1,9%	9,4%
Comptes sur livrets	98 772	98 655	98 127	-0,5%	-0,7%
Comptes d'épargne logement	395	394	387	-1,8%	-1,9%
Dépôts à terme	122 488	133 693	136 838	2,4%	11,7%
Autres	7 661	1 267	1 240	-2,1%	-83,8%
<b>Total M3</b>	<b>394 073</b>	<b>418 130</b>	<b>417 161</b>	<b>-0,2%</b>	<b>5,9%</b>



### Concours des banques locales à l'économie

#### Repli des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	sept-14	août-15	sept-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	111 672	106 280	104 074	-2,1%	-6,8%
Crédits d'équipement	72 423	76 630	76 145	-0,6%	5,1%
Crédits à l'habitat	167 684	170 324	170 689	0,2%	1,8%
Autres crédits	63 936	66 523	65 035	-2,2%	1,7%
Créances douteuses brutes	62 460	58 500	58 537	0,1%	-6,3%
<b>Total Concours de Caractère Bancaire</b>	<b>478 175</b>	<b>478 256</b>	<b>474 480</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,8%</b>



## Les indicateurs de référence

	date	m -12	m -1	m	▲/mois	▲/an
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	oct-15	107,8	107,8	107,6	-0,1%	-0,2%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	sept-15	113,9	115,1	115,8	0,5%	1,6%
Commerce extérieur						
Exportations civiles (en M F CFP)	sept-15	819	783	808	3,1%	-1,4%
Importations civiles (en M F CFP)	sept-15	13 588	13 189	13 585	3,0%	0,0%
						(source : ISPF)
<b>Entreprises</b>						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept-15	2 186	2 554	2 324	-9,0%	6,3%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept-15	151	147	73	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept-15	121	117	117	0,0%	-3,3%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct-15	481	460	450	-2,2%	-6,4%
						(sources : ISPF, IEO M)
<b>Ménages</b>						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	sept-15	1 860	1 759	2 157	22,6%	16,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	sept-15	2 918	2 701	3 196	18,3%	9,5%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	sept-15	322	206	280	35,9%	-13,0%
Personnes physiques en interdiction bancaire	oct-15	2 739	2 646	2 634	-0,5%	-3,8%
						(sources : ISPF, IEO M)
<b>Secteurs</b>						
<b>Agriculture</b>						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	sept-15	393	343	379	10,3%	-3,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	sept-15	109	186	149	-19,8%	36,6%
<b>BTP</b>						
Importations de ciment (en M F CFP)	sept-15	51	50	36	-27,2%	-29,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	sept-15	134	173	120	-30,7%	-10,3%
<b>Industrie</b>						
Exportations de mono en vrac et conditionné (en M F CFP)	sept-15	29	19	22	12,8%	-25,7%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	sept-15	47	52	7	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept-15	63	17	42	ns	ns
<b>Tourisme</b>						
Nombre de visiteurs	juil-15	17 656	16 700	18 075	8,2%	2,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	sept-15	74,9%	77,0%	77,3%	0,3 pt	+2,5 pts
						(sources : ISPF, CPH)
<b>Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FC FP)</b>						
<b>Dépôts</b>						
Ménages						
Dépôts à vue	sept-15	58 985	64 181	64 751	0,9%	9,8%
Comptes sur livret	sept-15	92 882	91 913	90 981	-1,0%	-2,0%
Dépôts à terme	sept-15	68 083	71 065	70 764	-0,4%	3,9%
Entreprises						
Dépôts à vue	sept-15	76 932	85 791	82 740	-3,6%	7,5%
Dépôts à terme	sept-15	44 037	49 599	49 830	0,5%	13,2%
<b>Encours bancaires</b>						
Ménages						
Crédits de trésorerie	sept-15	71 830	66 704	66 668	-0,1%	-7,2%
Crédits à l'habitat	sept-15	149 661	152 718	153 215	0,3%	2,4%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	sept-15	33 214	33 164	30 949	-6,7%	-6,8%
Crédits d'équipement	sept-15	64 174	67 025	66 270	-1,1%	3,3%
						(source : IEO M)

## 4 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE											
	taux		date d'effet								
taux de la facilité de dépôt	-0,20%		10/09/2014								
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%		10/09/2014								
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%		10/09/2014								
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER											
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable								
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	aux crédits pour accès au réescompte								
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%								
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%									
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%									
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE											
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux date d'effet				
	30/10/2015	30/09/2015	Var. M -1	banques métropolitaines			6,60% 15/10/2001				
EONIA	-0,1290%	-0,1220%	- 0,007 pt								
EURIBOR 1 mois	-0,1190%	-0,1130%	- 0,006 pt								
EURIBOR 3 mois	-0,0680%	-0,0400%	- 0,028 pt								
EURIBOR 6 mois	0,0060%	0,0290%	- 0,023 pt								
EURIBOR 12 mois	0,1070%	0,1420%	- 0,035 pt								
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal deuxième sem.			taux JORF				
	oct.-15	sept.-15	Var. M -1	créances des personnes physiques (hors besoins)			4,29% 24/06/2015				
TMO	1,0500%	1,2400%	- 0,190 pt	autres cas			0,99%				
TME	0,8500%	1,0400%	- 0,190 pt	Définitions							
				EONIA: Euro OverNight Index Average							
				EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate							
				TMO : taux moyen des obligations publiques							
				TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme							
taux des euro-monnaies											
devise	USD			JPY			GBP				
date	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015		
taux JJ	0,200%	0,150%	0,245%	nd	nd	nd	0,420%	0,470%	0,475%		
3 mois	0,630%	0,540%	0,490%	nd	nd	nd	0,810%	0,620%	0,670%		
10 ans emprunts phares	nd	2,070%	2,150%	nd	0,350%	0,380%	nd	1,770%	1,970%		
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)											
Crédits aux particuliers			Seuils de l'usure			Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure		
<b>Prêts immobiliers</b>						Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,36%		
Prêts à taux fixe			3,92%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			2,81%		
Prêts à taux variable			3,63%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			3,36%		
Prêts-relais			4,19%			Découverts en compte			13,36%		
<b>Autres prêts</b>						Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			2,51%		
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF			19,97%			<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>			<b>Seuils de l'usure</b>		
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF			13,45%			Découverts en compte			13,36%		
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			7,84%								
(1) y compris commission du plus fort découvert											
TAUX DE CHANGE											
Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR											
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	108,3160	1 NZD/XPF	72,9011	1 HKD/XPF	13,9762	1 GBP/XPF	166,1539			
100 JPY/XPF	89,8041	1 AUD/XPF	76,7703	1 SGD/XPF	77,2624	100 VUV/XPF	99,8818	1 FJD/XPF	51,4228		